

**CIRCULAIRE A L'ATTENTION
DE MESDAMES ET MESSIEURS :**

- les Gouverneurs de Régions ;
- les secrétaires Généraux des Ministères et Institutions ;
- les Hauts-commissaires de Provinces ;
- les Préfets de Départements ;
- les Directeurs de Ressources Humaines ;
- les Directeurs de l'Administration et des Finances.

Objet : Traitement des indemnités des agents publics de l'Etat

Le 24 mars 2014, le Conseil des Ministres adoptait, au titre des mesures sociales à l'endroit des travailleurs salariés de l'Etat, un nouveau système indemnitaire. La nouvelle grille indemnitaire issue de ce nouveau système a été bâtie sur le principe de la consolidation des acquis assorti d'une rationalisation du système d'allocation des rétributions dont les taux ont été significativement ajustés à la hausse.

Aussi, sa mise en œuvre a-t-elle permis, à travers les traitements effectués par les acteurs de la chaîne solde depuis mars 2014, d'améliorer de façon significative le niveau de salaire des agents publics de l'Etat.

Toutefois, l'exploitation au quotidien de ce régime et les requêtes enregistrées par ailleurs ont permis de révéler des omissions, des erreurs matérielles et la nécessité d'apporter des précisions relatives à certaines dispositions dudit régime.

En attendant la prise en compte de ces insuffisances, la présente circulaire vise à apporter des précisions sur certains points afin de faciliter l'exploitation du régime indemnitaire en vigueur.

Relativement aux émissions, elles portent sur la non prise en compte de certaines dispositions réglementaires non contraires à celles du régime indemnitaire en vigueur devant permettre la consolidation des acquis conformément aux principes cardinaux du nouveau système indemnitaire. Au titre de ces dispositions réglementaires à prendre en compte dans l'application du régime, il faut citer :

- ✓ L'article 5 du décret N°2012-336/PRES/MEF/MAIDS du 27 avril 2012 portant nouveau régime indemnitaire applicable au personnel de la Police Nationale qui stipule que *les bénéficiaires du taux supplémentaire de l'indemnité de technicité se rapportant à la spécialisation des personnels de la Police Nationale, doivent être préalablement désignés par arrêté conjoint des ministres chargés de la Sécurité et des Finances.*
- ✓ Le décret n° 2008-855/PRES/PM/MEF/MFPRE du 26 décembre 2008 qui dispose que *les agents qui font l'objet de mise à disposition auprès d'autres ministères ou institutions conservent le bénéfice des indemnités liées à leur emploi dans la mesure où le nouvel emploi ne leur donne pas droit.*

Les indemnités liées à l'emploi prévues dans le décret n°2014-427/PRES/PM/MEF/MFPTSS du 19 mai 2014 qui peuvent se maintenir au profit des agents dans le cadre des mises à dispositions sont :

- l'indemnité d'astreintes ;
- l'indemnité de technicité ;
- l'indemnité de logement ;
- l'indemnité spécifique du personnel enseignant et d'encadrement des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche.

Outre cette précision, il convient de souligner que le personnel enseignant et d'encadrement du secondaire, du supérieur, de la recherche mis à la disposition du Ministère de l'Education Nationale (MEN) dans le cadre de la mise en œuvre du Continuum, en plus des rétributions indemnitaires liées à leur présence au MEN, conserve le bénéfice de l'indemnité spécifique du personnel enseignant et d'encadrement du secondaire, du supérieur, de la recherche conformément au décret n°2008-855 ci-dessus cité.

- ✓ Les dispositions du décret n°2005-570/PRES/PM/MFB/MFPRE du 24 novembre 2005 portant régime indemnitaire applicable aux agents publics de l'Etat qui prévoient une indemnité de sujétion au profit des sapeurs-pompiers. *Ainsi, dans l'application du*

nouveau régime indemnitaire. Il y a lieu de considérer au profit des sapeurs-pompiers, l'octroi d'une indemnité d'astreintes au taux mensuel de 14 000 FCFA en sus de la prime de feu servie par le ministère en charge de la défense.

Par ailleurs et conformément à l'ensemble des dispositions du décret n° 2011-1048/PRES/PM/MATDS/MEF du 30 décembre 2011 portant fixation des taux de l'indemnité de sujétion et de la prime d'alimentation, les militaires de rang relevant de la BNSP bénéficient d'une indemnité de technicité (prime d'alimentation) au taux journalier de 375 FCFA.

✓ Les dispositions du décret n° 2005-570/PRES/PM/MFB/MFPRE du 24 novembre 2005 portant régime indemnitaire applicable aux agents publics de l'Etat qui prévoyaient une indemnité de fonction de 20 000 FCFA et une indemnité compensatrice forfaitaire de 20 000 FCFA au profit des chargés de mission du Premier Ministère. Aussi dans l'application du nouveau régime indemnitaire, le taux de l'indemnité de responsabilité à considérer pour les chargés de missions du Premier Ministère est de 40 000 FCFA.

✓ Les dispositions du décret n° 2005-570/PRES/PM/MFB/MFPRE du 24 novembre 2005 portant régime indemnitaire applicable aux agents publics de l'Etat prévoyaient une indemnité de responsabilité financière au profit des régisseurs. Au cas où le régisseur est également chef de service le taux de l'indemnité de responsabilité à servir en fonction du volume mensuel des fonds manipulés est :

Fonctions/Ministère	Volume des fonds manipulés	Montant cumulé des indemnités avant le 01 janvier 2014 (fonction + responsabilité financière)	Taux de l'indemnité de responsabilité à servir
Chef de service nommé	de 1/pm à 500 000/pm	5 000+4 000=9 000	10 500
Régisseur cumulativement à ses fonctions	de 500 001/pm à 1 000 000/pm	5 000 + 5 000=10 000	10 500
	de 1 000 001/pm à 5 000 000/pm	5 000 + 8 000=13 000	13 000
	de 5 000 001/pm à 10 000 000/pm	5 000 + 10 000=15 000	15 000
	de plus de 10 000 000/pm	5 000 + 12 000=17 000	17 000

Fonctions/Ministère	Volume des fonds manipulés	Montant cumulé des indemnités avant le 01 janvier 2014 (fonction + responsabilité financière)	Taux de l'indemnité de responsabilité à servir
Chef de service des structures centrales MATS nommé régisseur cumulativement à ses fonctions	de 1/pm à 500 000/pm	60 000+4 000=64 000	64 000
	de 500 001/pm à 1 000 000/pm	60 000 + 5 000=65 000	65 000
	de 1 000 001/pm à 5 000 000/pm	60 000 + 8 000=68 000	68 000
	de 5 000 001/pm à 10 000 000/pm	60 000 + 10 000=70 000	70 000
	de plus de 10 000 000/pm	60 000 + 12 000=72 000	72 000
Chef de service MAECR nommé régisseur cumulativement à ses fonctions	de 1/pm à 500 000/pm	35 000+ 4 000=39 000	39 000
	de 500 001/pm à 1 000 000/pm	35 000 + 5 000=40 000	40 000
	de 1 000 001/pm à 5 000 000/pm	35 000 + 8 000=43 000	43 000
	de 5 000 001/pm à 10 000 000/pm	35 000 + 10 000=45 000	45 000
	de plus de 10 000 000/pm	35 000 + 12 000=47 000	47 000
Chef de service MEF nommé régisseur cumulativement à ses fonctions	de 1/pm à 500 000/pm	5 000+10 000=15 000	15 000
	de 500 001/pm à 1 000 000/pm	5 000 + 10 000=15 000	15 000
	de 1 000 001/pm à 5 000 000/pm	5 000 + 10 000=15 000	15 000
	de 5 000 001/pm à 10 000 000/pm	5 000 + 10 000=15 000	15 000
	de plus de 10 000 000/pm	5 000 + 12 000=17 000	17 000

En ce qui concerne les erreurs matérielles ou les insuffisances constatées, elles portent essentiellement, soit sur le libellé de la fonction ou de l'emploi, soit sur le taux de l'indemnité à servir. Ainsi, ces lacunes doivent être reconsidérées conformément aux détails consignés dans le tableau ci-après :

Stagissant des bénéficiaires du taux additionnel de l'indemnité de technicité relatif à l'exploitation des circuits informatisés de gestion des dépenses et des recettes du Ministère de l'Economie et des Finances, il y a lieu de souligner que :

- le taux de 10 000 FCFA est servi à tout utilisateur muni de code d'accès aux logiciels de gestion de dépenses et de recettes homologués par le Ministère de l'Economie et des Finances (CID, SIGASPE, CIR, SIMP, CIE, etc.) ;
- le taux de 20 000 FCFA est servi aux utilisateurs réguliers munis de code, exploitant le volet financier du SIGASPE et plus précisément, les utilisateurs intervenant dans le traitement de la solde mensuelle c'est-à-dire qui interviennent dans le traitement des dossiers d'indemnités, d'allocations familiales et autres corrections salariales impactant directement les bulletins de salaire ;
- le taux de 5 000 FCFA est servi exclusivement aux personnels d'appui (secrétaire, agent de liaison, chauffeur) non munis de code, et exerçant dans les services intervenant dans le traitement de la solde mensuelle.

Au-delà des orientations données pour la prise en charge des erreurs, des omissions et des précisions rendues nécessaires sur certaines dispositions du régime indemnitaire, la présente circulaire nous offre l'opportunité de rationaliser davantage la nomenclature des pièces justificatives des dépenses de salaire.

En effet, face aux difficultés rencontrées par les agents publics pour l'obtention des différents certificats du fait de la lourdeur administrative et compte tenu de la nécessité d'alléger les pièces justificatives nécessaires pour la prise en charge des dépenses de salaire, il est mis à la disposition des acteurs un nouveau modèle de certificat administratif dont le contenu intègre les informations relatives à la prise de service, à l'occupation ou non d'un logement administratif et aux rétributions indemnitaires liées à l'emploi et/ou au poste de travail occupé. Ce nouveau modèle sera dorénavant la seule pièce à utiliser en remplacement des anciens modèles des certificats administratifs, de prise de service et de non logement dans le cadre exclusif du traitement des salaires.

En outre, l'obligation de se conformer à l'article 3 du décret n°2007-576/PRES/PM/MEF du 25 septembre 2007 fixant le taux de l'indemnité unique dite « allocations familiales » a rendu nécessaire l'élaboration d'un modèle type de déclaration sur l'honneur qui sera désormais

utilise en lieu et place de l'ordonnance de prise en charge demandée aux agents de sexe féminin pour la prise en charge des allocations familiales.

Pour la recevabilité de ces actes, il est demandé l'original de la déclaration sur l'honneur, la copie originale, ou encore la photocopie légalisée du nouveau certificat administratif.

La présente circulaire prend effet pour compter de sa date de signature. Il est cependant accordé un délai de trois (03) mois aux acteurs de la chaîne de traitement des salaires pour exiger l'utilisation exclusive des nouveaux modèles de certificat administratif et de déclaration sur l'honneur.

Pièces jointes :

- *Nouveau modèle de certificat administratif ;*
- *Modèle de déclaration sur l'honneur.*

Le Ministre Délégué Auprès du Ministre de
l'Economie et des Finances, Chargé du Budget



Amina BAMBARA/BILLA

MINISTERE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION.....

BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

N° 20 /

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné (e) (*Qualité du signataire*)
certifie que (*Monsieur, Madame, Mademoiselle*)
matricule, (*Corps*).....
..... affecté (e) suivant décision N°
du à (*Poste de travail, service, école, etc.*)
à (*Localité, département, province*)
a pris service le et [2] dans un bâtiment
administratif [1] depuis le
Par conséquent l'intéressé (e) peut prétendre aux indemnités de [3]:

..... p/c [4]
..... p/c [4]
..... p/c [4]
..... p/c [4]
..... p/c [4]
..... p/c [4]
..... p/c [4]

En foi de quoi, le présent certificat est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à le

Proposé par : [5]

Certifié exact par : [6]

Prénoms et Nom du signataire

Prénoms et Nom du signataire

[1] Tout logement mis à la disposition d'un agent de l'Etat
par l'APE, une ONG ou l'Etat est un bâtiment
administratif.

[3] Responsabilité, Astreintes, technicité, logement, etc.

[5] Qualité nom et prénoms du supérieur hiérarchique
immédiat de l'agent ou du gestionnaire des ressources
humaine.

[2] est logé(e) ou n'est pas logé (e)

[4] Date d'effet de l'indemnité

[6] Qualité nom et prénoms du supérieur hiérarchique
du premier signataire

Ampliations

- Intéressé (es)

DECLARATION SUR L'HONNEUR
(A légaliser)

Timbre fiscal de 200 frs CFA

Je soussigné,(1)....., matricule.....(2).....,(3)..... en service au
ministère.....(4)....., numéro CNIB..... du....., atteste sur l'honneur être
.....(5)..... des/de l'enfant(s) ci-dessous :

..... né (e) le..... à

..... né (e) le..... à

..... né (e) le..... à

..... né (e) le..... à

..... né (e) le..... à

..... né (e) le..... à

Par ailleurs, je déclare sur l'honneur renoncer au bénéfice des allocations familiales
au titre des/de l'enfant(s) ci-dessus désigné(s) au profit de leur(5).....(6).....
matricule.....(7).....,(8)..... en service au ministère.....(9)....., numéro
CNIB..... du.....

Je sais qu'en cas de fausse déclaration, je m'expose aux sanctions pénales prévues en
la matière par la loi.

Fait à(10)..... pour servir et valoir ce que de droit, le.....(11).....

Signature du déclarant

1 : Nom et prénom(s) du déclarant ; 2 : Numéro matricule du déclarant ; 3 : Emploi du
déclarant ; 4 : Ministère d'origine du déclarant ; 5 : Le père, la mère ou tuteur ; 6 : Nom et
prénom(s) du bénéficiaire ; 7 : Numéro matricule du bénéficiaire ; 8 : Emploi du bénéficiaire ;
9 : Ministère d'origine du bénéficiaire ; 10 : Ville de l'établissement de la déclaration sur
l'honneur ; 11 : Date de l'établissement de la déclaration sur l'honneur.